

Un an de pandémie :

UNE COCOTTE-MINUTE INTERNATIONALE

Le 23 janvier 2020, les autorités chinoises mettaient 60 millions d'habitants en quarantaine pendant que les gouvernements européens observaient sans rien faire. Depuis, on a connu le scandale des masques, les vaccins distillés au compte-gouttes, les hôpitaux débordés, les milliards pour les plus riches, les licenciements et les restrictions pour les travailleurs. Et c'est nous que Macron ose engueuler en dénonçant « 66 millions de procureurs » ?

Une catastrophe sanitaire

Depuis le début de cette crise, tous les gouvernements montrent la même incapacité à gérer la pandémie, alternant sermons et mesures autoritaires. Les gouvernants ont même, pour les accuser de tous les maux, convoqué au tribunal chauve-souris et pangolins ! Sauf que les systèmes de santé ont partout été asphyxiés par des années de restrictions budgétaires.

Les États les plus riches s'accaparent les doses de vaccins au détriment des pays pauvres. Alors que Pfizer et Moderna ont annoncé la semaine dernière des retards de livraison en Europe, de nombreux gros labos pourraient sans doute relayer, mais tout est ralenti, entre autres pour raison de secret commercial et de jouissance des brevets. Et Sanofi, lancé dans la production d'un autre vaccin, non seulement tarde en attendant à mettre ses capacités de production au service des vaccins existants mais licencie ses propres chercheurs.

Gouvernants comme gros trusts ont des logiques qui font passer leurs profits avant nos vies.

Une catastrophe sociale à combattre

Les grandes entreprises profitent de la situation pour réorganiser leur système de production et licencier, tandis que beaucoup des plus petites coulent du fait de la crise économique. Cela n'empêche pas les riches de s'enrichir. Sauf que, à l'autre bout, dans le monde entier, le chômage et la misère se répandent : d'ici la fin

de l'année, environ 150 millions de personnes risquent de basculer dans l'extrême-pauvreté et les longues files d'attente aux soupes populaires sont déjà courantes en Argentine ou au Liban.

En France, la catastrophe sociale va s'approfondir dans les prochains mois alors que, déjà, les travailleurs de plus de 784 entreprises, très grandes ou moyennes, sont sous le coup de plans de licenciement, soit plus de 70 000 emplois déjà menacés, sans oublier les CDD et les contrats d'intérim non renouvelés. La précarité et les confinements se font aussi durement sentir auprès des jeunes privés d'emploi et des étudiants.

Après avoir distribué les milliards aux grosses entreprises, les ministres se relaient pour expliquer qu'on ne pourra pas laisser une dette pareille à nos enfants. Vous avez bien compris, c'est à nous qu'ils veulent faire payer ces milliards. D'ailleurs, des attaques insidieuses contre les classes populaires ont commencé avec, entre autres, les baisses que la majorité des bénéficiaires de l'allocation logement connaissent depuis le début de l'année.

Nous préparer

Si nous les laissons faire, les chômeurs auraient des indemnités réduites et ceux qui garderont un travail verraient leur salaire baisser – comme chez Carambar qui veut licencier tous ses salariés pour les reprendre dans une nouvelle usine avec des salaires plus bas. La seule chose qui puisse ouvrir une autre issue, ce sera nos luttes.

Dans le monde, du Liban à la Biélorussie en passant par les États-Unis, les soulèvements populaires n'ont pas manqué en 2020. Depuis la semaine dernière, des émeutes se répandent dans les quartiers populaires de Tunisie. Un scénario pas si différent des prémisses du Printemps arabe. Depuis deux mois, près de 200 000 paysans indiens occupent des autoroutes à proximité de New Delhi et s'affrontent à l'extrême droite au pouvoir. La situation devient partout intenable pour les classes populaires.

La colère engendrée parmi les travailleurs de tous les pays pourrait aussi les unir contre les responsables de cette catastrophe. C'est le meilleur souhait qu'on puisse formuler pour cette nouvelle année !

Nous sommes tous indispensables !

Sur le plateau 20, les intérimaires se font virer au fur et à mesure. Pourtant, ce n'est pas le boulot qui manque. Mais pour la direction, faire des économies de personnel prime sur couvrir les quartiers à découvert.

Au plateau 11, où est prévue une restructuration, la même chose risque d'arriver vu que 13 emplois sont menacés.

Nous n'allons pas attendre que la direction nous passe tous à la moulinette et envoie ceux d'entre nous qui sont en intérim aller grossir le nombre de chômeurs !

Pas de restructuration, c'est le minimum !

Le projet de réorganisation du 11^e supprimerait 20 facteurs – on passerait de 60 à 40 tournées – et 4 chauffeurs. L'excuse de la pandémie a bon dos : La Poste ne l'a pas attendue pour supprimer des emplois. Mais elle profite de la situation pour donner un coup d'accélérateur.

Tout est inacceptable, à commencer par travailler pour deux ou se voir voler des jours de repos. Nous n'avons pas à nous retrouver sur la sellette ou à pôle emploi pour les futurs bénéfices de La Poste !

Nous aurions été trop payés ?

Après la prime Covid peau de chagrin, il y a la paie amputée... À un mois de décalage avec le plateau 20, des collègues du 11 se sont vus retirer des « trop perçus » en heures sup (à cause du changement de régime du 28 septembre).

Personne n'a été informé – un minimum ! – et ce qui est sûr, c'est que des travailleurs de La Poste trop payés, ça n'a jamais existé !

C'est quoi ? Pas un portefeuille bien rempli !

En ce début d'année, nous avons reçu une lettre et une petite boîte en plastique de la direction Paris.

Derrière les remerciements et tout le bla-bla sur l'année 2020 (exceptionnelle pour notre santé ? ! Ils sont sur quelle planète !), on comprend bien que leur seule préoccupation, c'est le chiffre d'affaires. Et la petite boîte mystérieuse ? Nous n'aurions jamais deviné à quoi elle peut servir si la lettre n'expliquait pas que c'est une boîte à masques...

Point de vue protection contre le Covid, La Poste fait toujours dans la mascarade.

Le beurre et l'argent du beurre

En 2020, il y aurait eu 2 milliards de lettres en moins. Il n'en faut pas plus pour que La Poste aille quémander toujours plus d'aides auprès de l'État, réclamant un milliard d'euros supplémentaires. Le groupe a pourtant réalisé plus de 2 milliards de bénéfices rien qu'au premier semestre 2020 !

La direction a dans le viseur les missions de service public. Pas la distribution 6 jours sur 7, qui lui permet de vendre ses nouveaux services sans ajouter de personnel. Il s'agirait d'abord de supprimer le J+1, pour que le courrier soit distribué au gré du sous-effectif.

Suppressions d'emplois d'un côté, subventions de l'autre, La Poste joue sur tous les tableaux pour augmenter ses profits.

Sanofric gave ses actionnaires et sabre la recherche

Malgré les 100 millions d'euros reçus chaque année en crédit d'impôt recherche et les quatre milliards de dividendes versés en 2020, Sanofi veut encore supprimer 400 emplois de chercheurs. Les effectifs ont déjà été réduits de moitié en dix ans. Cette politique n'est pourtant pas étrangère au retard pris dans le développement de son vaccin anti-Covid.

Des débrayages massifs ont eu lieu le 19 janvier, ainsi qu'un appel à la grève reconductible à partir du 1^{er} février.

La colère des étudiants s'est matérialisée !

La semaine dernière, dans plusieurs grandes villes, les étudiants ont manifesté leur colère face à l'isolement, aux cours en ligne, à l'absence de loisirs et aux galères pour finir le mois. Et ce ne sont pas les annonces de Macron des repas à un euro – beaucoup n'ont hélas pas attendu Macron pour aller aux Restos du cœur ! – ou des « chèques psy » qui vont y changer grand-chose.

Les étudiants ne demandent pas l'aumône, mais ont besoin d'un revenu pour faire face. Avec les milliards que le gouvernement a sortis pour soutenir les grandes entreprises, mais aussi les petits patrons, qu'on ne nous dise pas qu'il est impossible de fournir des allocations d'étude suffisantes !

Cette semaine d'autres manifestations sont prévues. La volonté des étudiants de retourner en cours est bien légitime, tout en s'assurant des meilleures conditions sanitaires possibles.

Quand les assassins pompent l'air

Au Brésil, le président d'extrême droite Bolsonaro n'a jamais caché sa haine des pauvres, son déni du Covid et son refus de la vaccination. Sa gestion criminelle a fait plus de 215 000 morts en toute impunité.

À Manaus, grande ville d'Amazonie, les malades meurent par milliers faute d'oxygène, un gaz facile à produire et très peu cher. De l'autre côté les pauvres du pays servent aux tests pour... les futurs vaccins.

Ici ou là-bas les solutions d'extrême droite ne résolvent rien.

